



Evaluation du statut de l'E-Gouvernement en Union des Comores

Karim Attoumani Mohamed, Comores

Abstract

L'e-gouvernement consiste à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par un gouvernement pour transformer sa façon d'administrer, de produire et de délivrer efficacement des services publics aux citoyens. Plusieurs rapports font état du niveau de développement de l'e-gouvernement dans le monde notamment les publications du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA) dont celles de 2010 qui font état, pour les Comores, d'un indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) de 0,2327 avec une présence en ligne du pays évaluée à 0,0286. Dans cet article, nous nous sommes intéressés à l'évaluation de la présence en ligne du pays en recensant les sites web gouvernementaux, en commentant les chiffres publiés par rapport à la disponibilité en ligne d'informations gouvernementales et à l'interaction avec les citoyens. L'organisation et les processus gouvernementaux devront être revus car l'e-gouvernance viendrait automatiser des procédures traditionnelles existantes et efficaces qui font défaut aux Comores. Malgré l'engouement du gouvernement comorien à passer de la gestion administrative publique traditionnelle à l'e-gouvernement, on a constaté en plus de l'insuffisance des sites web gouvernementaux une carence en termes d'infrastructures, de production de services électroniques, et des conditions difficiles d'accès aux TIC par les citoyens. Au final, nous avons recommandé à ce qu'une vision et une stratégie de l'e-gouvernement soit développées pour que soient entreprises des actions en vue de remédier à la situation actuelle.

Mots clés: évaluation de l'e-gouvernement, e-gouvernance, présence en ligne, EGDI.

Introduction

L'e-gouvernement fait partie des services électroniques (e-services) apportés par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Le e-gouvernement est l'utilisation des TIC par le gouvernement pour transformer sa manière de fournir des services à ses citoyens. Aux Comores, il existe à ce jour ni vision, ni stratégie développée pour l'implémentation du e-gouvernement dans le pays. Néanmoins quelques besoins se manifestent par rapport à la modernisation de l'administration publique face aux difficultés des citoyens d'obtenir des services publics de qualité et aux enjeux liées à la demande accrue de sites web par les institutions publiques. En termes de réalisations concrètes on peut citer l'interconnexion des réseaux des départements ministériels, la réalisation d'une étude du projet d'intranet gouvernemental suggéré par l'Union Internationale des Télécommunications au gouvernement comorien en 2006, la mise en place des

systèmes d'informations locaux et du portail gouvernemental. L'installation d'un système de communication VoIP au niveau de la présidence à travers le programme e-Panafrican network, l'administration des douanes reliées à travers le même système SYDONIA++¹ et l'automatisation des procédures de création d'entreprises font aussi partie des initiatives qui peuvent être renforcée dans le cadre du projet d'E-gouvernement aux Comores.

Vue l'importance que revêt l'e-gouvernement aujourd'hui, plusieurs institutions mesurent l'e-gouvernement au niveau mondial et aussi l'environnement nécessaire à son implémentation notamment le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA). La dernière enquête de l'UNDESA sur le développement de l'e-gouvernement dans le monde de 2010 classe les Comores à la 160^{ième}

1 Automated SYSTEM for CUstoms DATA

place sur 192 Etats dans le monde avec un indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) de 0,2327.

L'objectif de cette étude est d'évaluer la présence en ligne des Comores en passant en revue les sites web existants par rapport aux quatre étapes de développement d'une présence en ligne développées par les standards des Nations Unies. Nous avons fait usage des données tirées des quelques rapports et publications dignes que nous avons utilisées dans le cadre de cette étude.

Dans ce papier nous présentons la situation de l'e-gouvernement dans l'Etat des Comores. Ensuite nous évaluons la présence en ligne des Comores. Pour se faire, nous allons recenser les sites web institutionnels, afin d'évaluer le niveau de présence en ligne du gouvernement et l'efficacité éventuelle du e-gouvernement dans le pays.

Les indices de développement des TIC et d'accès des citoyens à ces technologies nous permettront de comprendre les raisons qui ont concouru à ce faible score des Comores en termes de l'EGDI. Ensuite, nous allons analyser les résultats et la situation de l'e-gouvernement dans son ensemble dans le pays. Enfin, nous avons fait des suggestions et des recommandations de façon à ce que le gouvernement et les différentes parties prenantes puissent s'en servir pour une dynamisation effective de l'e-gouvernement aux Comores.

Comprendre l'e-Gouvernement

Le e-gouvernement est l'utilisation des TIC par le gouvernement pour transformer sa manière d'administrer, de produire et de fournir des services à ses citoyens. On peut distinguer quelques services de l'e-gouvernement à savoir la demande de passeport, le paiement électronique des impôts, les formalités de demandes de nationalité, les demandes de visa en ligne, les demandes d'acte de naissance, les procédures de dossier de retraites, l'état d'avancement d'un dossier à la fonction publique, le recueillement des feedbacks des citoyens à travers des forums dans les actions de l'état, etc.

Il y a quatre principaux groupes se distinguant lorsqu'on étudie l'interaction des différentes parties prenantes du processus de l'e-gouvernement selon Ornager et Verma (2005, p12), à savoir:

- Le G2G qui implique l'échange d'informations et de données électroniques entre les différents ministères et autres entités gouvernementales.
- Le G2C qui consiste en la diffusion électronique d'informations par le gouvernement pour les citoyens et vice versa et de la mise en place des services électroniques, remplissant ainsi au passage l'un des objectifs principaux du gouvernement qui est de communiquer avec les citoyens.
- Le G2B qui comprend la vente de biens du gouvernement au public et qui a le potentiel de réduction des coûts grâce à l'amélioration des pratiques d'approvisionnement et une concurrence accrue. En outre, ce type d'interaction implique les transactions et les échanges entre le Gouvernement et les entreprises concernant les licences, la fiscalité et les autorisations délivrées pour différents secteurs.
- Le G2E qui porte sur la gestion des fonctionnaires publics, les possibilités d'emploi, les directives de travail, les règles et règlements, les avantages et les structures de rémunération pour les employés, les régimes de bien-être des employés et la gestion des logements administratifs.

Pour mettre en place l'e-gouvernement un environnement propice est nécessaire. Cet environnement est évalué à travers des outils de mesures de la promptitude d'un pays à tirer profit des TIC et à participer à la société de l'information. Quatre paramètres de base nécessaires de l'environnement de l'e-gouvernement sont développées dans (UIT-D, 2009) à savoir *l'infrastructure, la stratégie, la gouvernance et l'Outreach ou la capacité à satisfaire l'offre et la demande*². (cf. illustration Figures 1 et 2).

Ces quatre dimensions font l'objet d'une évaluation grâce à un outil de mesure développé par

2 Cette traduction du mot 'Outreach' est la mienne.

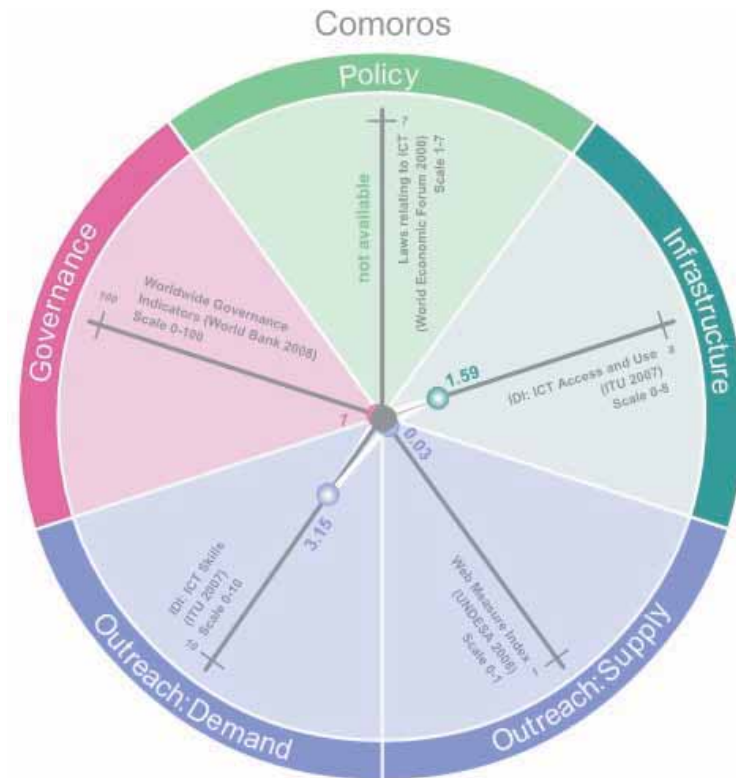


Figure 1: Environnement de l'e-gouvernement pour les Comores (données de 2008)

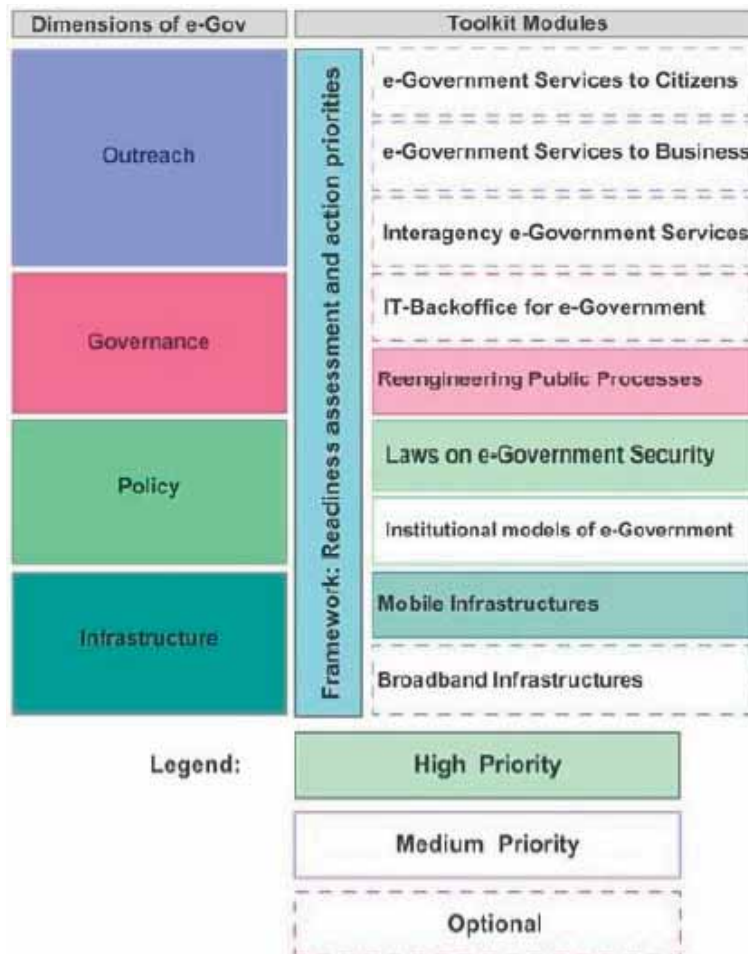


Figure 2: Dimensions de l'environnement de l'e-gouvernement

l'UIT *e-Government Implementation Toolkit* et qui permet de projeter l'état des prérequis à la mise en place d'un projet de e-gouvernement d'un pays. Cet outil permet aussi d'effectuer des comparaisons entre différents pays et différentes économies.

Statut de l'e-gouvernement en Union des Comores.

L'indice de développement de l'e-gouvernement

L'indice de développement de l'e-gouvernement des Nations Unies (EGDI) est une classification complète de la bonne volonté et de la capacité des administrations nationales d'utiliser les technologies web et mobile dans l'exécution des fonctions de gouvernement. L'EGDI est basé sur un aperçu complet de la présence en ligne de chacun des 192 Etats membres. (UNDESA, 2010).

Les évolutions et régressions faites par les Comores par rapport aux différentes enquêtes annuelles des Nations Unies sur le développement de l'e-gouvernement dont la première a été publiée en 2003³ sont répertoriées dans le tableau 1.

3 E-government at the Crossroads: <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan016066.pdf>

Mathématiquement, l'EDGI est une moyenne de trois indicateurs normalisés sur les dimensions les plus importantes de l'e-gouvernement, à savoir :

- La portée et la qualité des services en ligne.
- La connectivité des télécommunications.
- La capacité humaine.

Chacun de ces ensembles d'indices est lui-même une mesure composée qui peut être extraite et analysée indépendamment.

$$EGDI = (0.34 \times \text{Indice des services en ligne}) + (0.33 \times \text{Indice des télécommunications}) + (0.33 \times \text{Indice sur le capital humain})$$

(UNDESA, 2010)

Pour cette étude, nous nous focalisons seulement sur l'indice des services en ligne des Comores. Cet indice caractérise les quatre étapes du développement de l'e-gouvernement (cf. tableau 2) à savoir l'émergence des services en ligne, l'évolution des services, la disponibilité des services transactionnels et enfin les services interconnectés.

Sur ce tableau, on voit bien que 7% en terme d'émergence de services en ligne est vraiment faible et les 3% de services d'information améliorés

Tableau 1: EGDI pour les Comores de 2003 à 2010

Année de l'enquête	2003	2004	2005	2008	2010
Indice sur la présence en ligne	0,0310	0,0310	0,0538	0,0268	0,0286
Indice sur les Télécoms	0,0070	0,0070	0,0082	0,0137	0,0204
Indice sur le capital humain	0,4900	0,5100	0,5300	0,5334	0,6553
Valeur de l'EGDI	0,1760	0,1830	0,1974	0,1896	0,2327
Classement mondial	155	157	155	170	160
Evolution		-2	2	-15	10

Source: Compilation des enquêtes des Nations Unies (UNDESA, 2003-2004-2005-2008-2010)

Tableau 2: La présence en ligne pour 2010, cas des Comores

Classement mondial	Valeur de l'Indice	Services d'information émergents (étape 1)		Services d'information améliorés (étape 2)		Services transactionnels (étape 3)		Services connectés (étape 4)		Total	
		Points	Score (%)	Points	Score (%)	Points	Score (%)	Points	Score (%)	Points	Score (%)
175	0.0286	5	7	3	3	1	2	10	

Source: UNDESA, 2010

Tableau 3: Indice de développement des Télécommunications pour les Comores 2010

Classement mondial	Valeur de l'indice	Utilisateurs de l'Internet par 100 hab.	Lignes téléphoniques fixe par 100 hab.	Abonnements téléphonie mobile par 100 hab.	Ordinateurs individuels par 100 hab.	Abonnés au haut débit fixe par 100 hab.
172	0.0204	3.42	3.02	6.20	0.88	0.00

Source: UNDESA, 2010

rés se confirme par le nombre de sites disponibles du gouvernement comorien. Sur 13 ministères que compte le gouvernement, seuls deux ministères disposent des sites web officiels en dehors du portail Internet gouvernemental. A ce jour, quasiment aucune transaction n'est effectuée entre les sites existants et les citoyens.

En termes d'infrastructure, on voit qu'à peine 4% de la population utilise l'Internet et 0.88% de la population possède un ordinateur, ce qui indique que la majeure partie des utilisateurs d'internet le font dans des cybercafés ou bien dans leur lieu de travail. Par ailleurs, les applications de l'e-gouvernement sont aussi développées pour les téléphones mobiles car c'est l'outil qui a un bon taux d'usage et qui est en pleine croissance.

Un aperçu de la présence en ligne

Au moment où nous écrivons ce papier [en mars 2011], nous avons entrepris de recenser les sites web du gouvernement, des ministères ou des départements ou pouvant être mises à profit de l'e-gouvernement. Il faut noter qu'aucun annuaire n'existe au niveau national et ce n'est qu'en contactant les agents des différents ministères que nous avons pu avoir ces données :

1. La Présidence de l'Union des Comores : <http://beit-salam.km>
2. L'Assemblée de l'Union des Comores : www.auc.km
3. Le Ministère des Affaires Etrangères : www.diplomatie.gouv.km
4. Le Ministère du Tourisme : <http://www.tourisme.gouv.km/>
5. L'Union des chambres de commerce et de l'industrie et d'agriculture <http://www.uccia-comores.com>
6. L'Autorité Nationale de Régulation des TIC : www.anrtic.km
7. La banque centrale des Comores : www.bancecom.com

8. Le Centre Nationale de Documentation et de la Recherche Scientifique : <http://www.cndrs-comores.org>
9. Les Procédures de création d'entreprise et d'association aux Comores : <http://comores.e-regulations.org>

Méthodologie utilisée pour l'évaluation

Pour mettre en exergue la fourniture des services et leur usage éventuel par le public, nous avons vérifié l'accomplissement ou non d'un site web donné par rapport aux quatre étapes présentés tantôt. Nous avons caractérisé un site satisfaisant, un site nécessitant quelques améliorations et enfin une insatisfaction totale par rapport aux critères. L'accent est mis sur l'effectivité de l'usage des TIC par le gouvernement pour la fourniture des services aux comoriens. Cette évaluation est faite dans le tableau 4 suivant.

Résultats et commentaires

Sur les neuf sites gouvernementaux évalués, à peine 50% peuvent être considérés comme répondant aux critères de l'émergence en ligne. Pires encore, ces derniers ne sont pas accessibles à partir du portail gouvernemental. D'ailleurs l'un de ces deux sites n'est pas fonctionnel du tout et lorsqu'on veut l'accéder, une notification de présence de virus est signalée. Parmi tous les sites répertoriés, des informations générales sont présentes. Certains sites manquent de mises à jour.

Tous les sites évalués nécessitent qu'on les améliore pour le bien du public en fournissant une assistance aux citoyens dans le cadre de leur rapport avec l'administration publique. Il n'y a quasiment pas de transactions avec les citoyens. En effet, la communication bidirectionnelle avec

Tableau 4: Matrice d'évaluation des sites web par rapport aux étapes de mise en œuvre de l'e-gouvernement d'après un modèle de Goundar, S. (2009, p8).

Site à analyser	Emergence des Services en ligne (étape 1)	Services d'information améliorés (étape 2)	Services transactionnels (étape 3)	Services interconnectés (étape 4)
Présidence de l'Union des Comores Hébergé aux Comores	Premier site internet à être mise en place pour le gouvernement. Des informations détaillées sur la présidence et les institutions publiques y figurent. On a accès à l'actualité gouvernementale qui est régulièrement publiée et mise à jour. Des liens pointent vers les autres institutions de l'état sauf que toutes ces institutions n'ont pas encore leurs portails web.	Aucun formulaire n'est disponible. Le forum n'est pas fonctionnel et aucun sondage n'est réalisé sur ce portail. Le site existe seulement en français pendant que l'arabe est la deuxième langue officielle du pays	Aucune transaction n'est réalisée entre le gouvernement et les citoyens.	Ce site n'est pas interconnecté avec aucun autre service
Assemblée de l'Union des Comores Hébergé aux Comores	Des informations pratiques à l'intention du public sont fournies par rapport à la composition de l'assemblée de l'union, sur son fonctionnement, à l'agenda du parlement, et aux procédures pour visiter l'institution. Par ailleurs, il est à noter que les informations ne sont pas tenues à jour. Des liens cassés existent et méritent d'être complétés.	Aucun formulaire n'est disponible pendant que le site prétend donner la possibilité aux citoyens d'assister aux séances parlementaires. Le site existe seulement en français	Aucune forme d'interaction n'existe entre l'assemblée et les citoyens or que les citoyens pourraient par exemple donner leurs points de vue les textes étudiés à l'assemblée	Ce site n'est pas interconnecté avec aucun autre service
Ministère des Relations Extérieures (MIREX) Hébergé aux Comores	Des informations pratiques à l'intention du public sont fournies par rapport à la diplomatie comorienne, à la composition du MIREX. Par ailleurs, il est à noter que les informations ne sont pas tenues à jour.	Des informations sont données sur les procédures d'obtention de visa mais aucun formulaire n'est disponible en téléchargement. Le site est seulement en français	Aucune forme de transaction n'existe entre le MIREX et les citoyens et toute personne étrangère qui serait intéressé à venir aux Comores.	Ce site n'est pas interconnecté avec aucun autre service
Ministère du tourisme Hébergé aux Comores	En voulant accéder à ce site un message d'erreur prévient de la présence de virus dans le site.	En voulant accéder à ce site un message d'erreur prévient de la présence de virus dans le site.	En voulant accéder à ce site un message d'erreur prévient de la présence de virus dans le site.	En voulant accéder à ce site un message d'erreur prévient de la présence de virus dans le site.
Union des chambres de Commerce, d'industrie et d'agriculture Hébergé à l'étranger	Des informations pratiques à l'intention du public sont fournies par rapport à l'environnement économique comorien. Les informations publiées sont à jour. Tous les liens existants pointent vers d'autres sites et des informations pertinentes. Des archives d'informations sont accessibles.	Un espace téléchargement existe. Les appels à candidatures sont publiés. Les événements sont annoncés. Des forums sont disponibles et même un espace de recherche d'emplois existe.	Les outils présents dans ce site permettent une interaction avec le public et tous les opérateurs économiques. Néanmoins des transactions ne se font pas actuellement.	Ce site n'est pas interconnecté avec aucun autre service
Autorité Nationale de Régulation des TIC Hébergé aux Comores	Les textes réglementaires de base sont disponibles. Sauf des informations pratiques à l'intention du public et des acteurs du secteur des TIC ne sont pas fournies. Les actualités publiées ne sont pas datées. Des liens qui pointent vers d'autres sites manquent. Des archives d'informations sont accessibles.	Aucun formulaire n'est disponible. Le site est seulement en français	Aucune forme de transaction n'existe entre le site de l'ANRTIC et les acteurs des TIC.	Ce site n'est pas interconnecté avec aucun autre service
La Banque Centrale des Comores Hébergé à l'étranger	En voulant accéder à ce site, on est redirigé vers un site web pour adultes	En voulant accéder à ce site, on est redirigé vers un site web pour adultes	En voulant accéder à ce site, on est redirigé vers un site web pour adultes	En voulant accéder à ce site, on est redirigé vers un site web pour adultes

Site à analyser	Emergence des Services en ligne (étape 1)	Services d'information améliorés (étape 2)	Services transactionnels (étape 3)	Services interconnectés (étape 4)
Centre Nationale de Documentation et de la recherche scientifique Hébergé à l'étranger	Des informations pratiques sur l'institution sont fournies. Les actualités n'y figurent pas. Seules les informations générales sur la recherche et le musée des Comores sont fournies. Des liens qui pointent vers d'autres sites manquent.	Ce site semble assez ancien au vue du système utilisé à base d'HTML tout simplement. Aucun formulaire n'est disponible au téléchargement	Aucune communication bidirectionnelle n'est fournie	Ce site n'est pas interconnecté avec aucun autre service
e-regulation Comores Hébergé à l'étranger	Des informations pratiques à l'intention du public et de tout investisseur potentiel sont fournies sur les procédures d'investissement dans l'Union des Comores. Les informations publiées sont à jour. Tous les liens existants pointent vers d'autres sites et des informations pertinentes.	Des informations enrichies sont présentes dans ce site. Des animations vidéo aident les visiteurs sur comment utiliser le site. Les différentes interactions sont appréhendées. Le site est en français et en anglais.	Aucune communication bidirectionnelle n'est fournie	Ce site n'est pas interconnecté avec aucun autre service

les citoyens, y compris la possibilité de consulter et recevoir des commentaires sur des politiques du gouvernement, des programmes, des règlements n'existe pas. Des liens de forums sont disponibles dans quelques sites notamment le portail du gouvernement mais en réalité, ne sont pas fonctionnels et les outils de sondage en ligne ne sont pas aussi utilisés. L'autre carence observée se situe au niveau des conditions nécessaires à pouvoir effectuer des transactions en ligne, à savoir l'aspect sécurité à travers une infrastructure publique de chiffrement qui fait défaut aux Comores. L'élément caractérisant le plus l'absence du pays en ligne est l'usage d'adresses de courriers électroniques avec Yahoo et Hotmail du simple citoyen aux plus hauts cadres de l'Etat y compris les ministres, alors que il y a la possibilité d'utiliser le sous domaine gov.km pour les entités du gouvernement.

Les facteurs bloquants

Les facteurs bloquant au développement de l'e-gouvernement aux Comores sont d'ordres institutionnel/politique et techniques. L'instabilité politique et institutionnelle que connaît le pays depuis son l'accession à l'indépendance affectent l'état de sa gouvernance. En effet, avant même de parler de e-gouvernance, beaucoup de services publics ne sont plus rendus comme ils se devaient ; or que le e-gouvernement n'est qu'un outil d'accompagnement. Il faudrait donc refondre l'organisation et les processus gouverne-

mentaux car la e-gouvernance viendrait automatiser des procédures traditionnelles efficaces qui font défaut aux Comores (Hafkin, 2009 p25).

Pour aborder les facteurs bloquant, nous avons observé la situation au niveau local en la comparant avec un modèle SWOT⁴ sur le développement de l'e-gouvernement présenté dans Hafkin (2009 p34) et Yayehyirad (2006, p17) dans lequel les forces, les faiblesses, les menaces et les opportunités sont présentés (Tableau 5).

En plus des facteurs bloquants relevés dans ce modèle SWOT, on peut citer aussi le manque de vision sur l'e-gouvernement aux Comores qui devrait se traduire par une stratégie globale de son implémentation aux Comores.

Les sites web recensés ont été créés par des initiatives propres des ministères et les différentes institutions. Tous ces sites web adoptent des chartes différentes obligeant les citoyens à s'adapter à toutes ces interfaces. Selon les statistiques de l'UIT, un comorien doit déboursier 46,65% de ses revenu pour accéder aux TIC en général, 685,44% pour avoir de l'Internet Haut débit et 22% pour utiliser la téléphonie mobile (UIT-D, 2010). Dans le cadre spécifique du e-gouvernement, la disponibilité des infrastructures n'a de sens que lorsque la population aurait les moyens de les utiliser sinon on aura autant de sites web

4 *S-trengths* (forces), *W-eaknesses* (faiblesses), *O-pportunities* (opportunités), *T-hreats* (menaces)

mises en place pour chaque ministère mais personne ne les y accèdera car n'ayant pas les moyens d'avoir l'Internet à la maison.

Conclusion et recommandations

Dans cet article, nous avons présenté ce que c'est le e-gouvernement et les principaux services qui le constitue. Puis nous avons passé en revue le classement des Comores à la dernière enquête de l'UNDESA sur le développement de l'e-gouvernement. Tous les sites évalués nécessitent qu'on les améliore pour le bien du public en fournissant une assistance aux citoyens dans le cadre de leur rapport avec l'administration publique. On a observé qu'il n'y a quasiment pas de transactions ni d'interactions avec les citoyens. La possibilité donnée aux citoyens pour consulter et recevoir des commentaires sur des politiques du gouvernement, des programmes, des règlements n'existe pas. Des liens de forums sont disponibles dans quelques sites notamment le portail du gouvernement mais en réalité, ne sont pas fonctionnels et les outils de sondage en ligne ne sont pas aussi utilisés.

Le e-gouvernement n'est autre qu'un outil d'accompagnement à la gouvernance or qu'aux Comores il y a beaucoup de services publics qui ne sont pas rendu comme ils se doivent et donc il faudra penser à refondre l'organisation même et les processus gouvernementaux pour que l'e-gouvernance vienne les automatiser.

L'Union des Comores a besoin d'améliorer l'e-gouvernement en rendant effectif l'usage des TIC dans la délivrance des services publics en augmentant la présence en ligne du pays car les statistiques montrent que les services d'information émergents ne sont qu'à 7%, les services d'information améliorés à 3%, les services interconnectés à 2% et les services transactionnels quasiment inexistant. Ces chiffres illustrent clairement que les citoyens n'interagissent pas avec le gouvernement à travers les TIC, non plus ils ne consultent pas des informations en lignes qui n'existent d'ailleurs presque pas. Pour cause, non seulement il n'y a pas assez de sites web gouvernementaux disponibles mais aussi une carence du pays en infrastructures des TIC, des conditions d'accès difficiles ne permettent pas d'utiliser pleinement les TIC pour une effectivité de l'e-gouvernement.

La réglementation du secteur des TIC a besoin d'être renforcée pour répondre aux préoccupations de sécurité pour que les citoyens adhèrent pleinement et aient confiance aux outils TIC et à l'Internet. Il faudra encourager déjà l'usage des TIC entre départements ministériels pour que des services soient produits et fournis au public. L'étape la plus cruciale sera de bâtir une vision nationale en matière de l'e-gouvernement, suivi d'une stratégie de façon à ce des actions soient menées pour la concrétisation d'un projet efficace de e-gouvernement aux Comores.-

Tableau 5: *Modèle SWOT sur l'implémentation de l'e-gouvernement aux Comores.*

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avantages du fait qu'en adoptant tardivement l'e-gouvernement, l'Union des Comores pourra apprendre les bonnes pratiques des autres pays en avance. - Taux faible d'analphabétisme à 25% (UNDESA, 2010) 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures de télécommunication. - Manque de gouvernance démocratique - Des compétences humaines spécialisés dans les TIC mal utilisés car on ne recrute que par affinité politique et régionalisme et non par des compétences.
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentez la participation des citoyens dans les processus de la gouvernance démocratique - Refonte de l'administration pour gagner en efficacité car les TIC apportent de nouvelles possibilités - Stimulez l'usage des logiciels libres pour le développement - Favorisez la transparence et réduire la corruption en mettant l'accent sur la disponibilité des informations et des opportunités à tous les citoyens et les entreprises. - Arrivée de la Fibre Optique dans le pays peut booster l'usage de l'Internet 	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - La problématique du cyber sécurité est à prendre très au sérieux car les actes criminels perpétrés en lignes sont néfastes pour les utilisateurs finaux. Un environnement sûr et sécurisé permettra l'adhésion du plus grand nombre des utilisateurs des TIC et donc des potentiels citoyens adhérents au e-gouvernement - Les problèmes énergétiques qui touchent les Comores qui dépendent à 100% au fuel. Or qu'on a besoin constamment d'électricité pour produire et utiliser les TIC notamment au service de l'e-gouvernement

Source: Modèle travaillé à partir de Hafkin (2009, p34) et Yayehyirad Kitaw, (2006, p17)

Bibliographie

L'auteur est enseignant chercheur à l'Université des Comores depuis 2006. Il est diplômé de l'Université de Montréal avec un Master en intégration des TIC dans l'éducation (2008). Il a obtenu le diplôme d'Ingénieur en télécommunications (2003) et détient un DEA en régulation et réglementation des Télécommunications (2004) de l'Ecole Supérieure Polytechnique d'Antananarivo (Madagascar).

Son projet de mémoire de DEA qui portait sur une proposition de loi pour réglementer le secteur des TIC aux Comores fut voté par l'Assemblée Nationale en 2008 et promulguée par le Président en 2009. Après un court passage à l'UNICEF-Comores en tant qu'Assistant TIC, il a été rappelé pour constituer l'équipe initiale de l'Autorité Nationale de Régulation des TIC où il occupe le poste de Chef de département études et projets.

Il est point focal indicateurs TIC pour l'UIT et continue d'assister techniquement le Ministère des TIC de son pays. Il représente les Comores à l'ICANN au sein du Comité de Conseil Gouvernemental (GAC) depuis 2009. Son implication à la Gouvernance de l'Internet a commencé en 2010 après avoir suivi le cours *Next Generation Leaders* de l'ISOC sur la Gouvernance de l'Internet. Il cherche un encadreur dans une Université pour effectuer une thèse sur la régulation des TIC, les TIC pour le développement et/ou la Gouvernance des TIC pour faire en sorte que le développement des sociétés africaines par les TIC soit une réalité.

Références bibliographiques

- Goundar S (2009) An Evaluation of Fiji's E-Government Status: Assessed According to UN Report on Benchmarking E-Government Progress. GlobDev 2009. Association for Information Systems (AIS). [En ligne]. Accessible à l'adresse suivante: <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un-dpadm/unpan040922.pdf> [Consulté en Mars 2011]
- Hafkin NJ (2009) E-government in Africa: Progress made and challenges ahead. Conference presentation, Electronic/Mobile Government in Africa: Building Capacity in Knowledge Management through Partnership. Accessible à l'adresse suivante: <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan033526.pdf>
- Ornager S and Verma N (2005) E-Government toolkit for developing countries. UNESCO. [En ligne]. Accessible à l'adresse suivante: <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001394/139418e.pdf> [Consulté en Mars 2011]
- UNDESA (2003) E-Government Survey 2003: E-government at the Crossroads. Economics and social affairs [En ligne]. Accessible à l'adresse suivante : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan016066.pdf> [Consulté en Mars 2011]
- UNDESA (2004) E-Government Survey 2004: Towards Access for Opportunity. Economics and Social Affairs [En ligne]. Accessible à l'adresse suivante : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan019207.pdf> [Consulté en Mars 2011]
- UNDESA (2005) E-Government Survey 2005: From E-Government to E-Inclusion. Economics and Social Affairs [En ligne]. Accessible à l'adresse suivante : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan021888.pdf> [Consulté en Mars 2011]
- UNDESA (2008) E-Government Survey 2008: From E-Government to Connected Governance. Economics and Social Affairs [En ligne]. Accessible à l'adresse suivante : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan028607.pdf> [Consulté en Mars 2011]
- UNDESA (2010) E-Government Survey 2010: Leveraging e-government at a time of financial and economic crisis. Economics and Social Affairs [En ligne]. Accessible à l'adresse suivante : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan038851.pdf> [Consulté en Mars 2011]
- UIT-D (2010) Measuring the Information Society 2010, ISBN 92-61-13111-5
- UIT-D (2009) eGovernment, ITU e-Government Implementation Toolkit, A Framework for e-Government Readiness and Action Priorities. Accessible à l'adresse suivante: http://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-GOV_E_GOV-11-2010-PDF-E.pdf [Consulté en Mars 2011].
- Yayehyirad Kitaw (2006) E-Government in @frica: Prospects, challenges and practices. Accessible à l'adresse suivante: http://people.itu.int/~kitaw/egov/paper/E-Government_in_Africa.pdf [Consulté en Mars 2011]